

# Révision - Histoire - Secondaire 4 - Les choix de société dans le Québec contemporain

## Le statut politique du Québec

1980	1982	1987 (conférence) 1990 (échec)	1991	1992	1995
<b>Référendum sur la souveraineté-association</b> 	<b>Rapatriement de la Constitution</b> 	<b>Accord du lac Meech</b> 	<b>Rapport Allaire et Commission Bélanger-Campeau</b> 	<b>Accord de Charlottetown</b> 	<b>Référendum sur la souveraineté</b> 
Organisé par le Parti québécois et son chef, René Lévesque  Gouvernement fédéral de Pierre-Elliott Trudeau pour le NON Il promet de négocier pour des changements à la constitution canadienne.  Victoire du NON à 59,56 %	Loi constitutionnelle pour le rapatriement de la Constitution du Canada :  <ul style="list-style-type: none"> <li>le Canada peut modifier sa constitution sans demander l'accord du Royaume-Uni;</li> <li>la création de la Charte canadienne des droits et libertés.</li> </ul> Signée par toutes les provinces, sauf le Québec	Négociations pour inclure le Québec dans la loi constitutionnelle de 1982  Initiées par le gouvernement fédéral de Brian Mulroney  Proposition notamment de donner un statut de société distincte au Québec  Accord rejeté	Ils recommandent la tenue d'un nouveau référendum.	Nouvelles négociations constitutionnelles menant à la signature d'un accord  Accord soumis au vote à travers le Canada par un référendum  Refus par la majorité des Canadiens, donc échec	Échec des négociations constitutionnelles → organisation d'un 2 <sup>e</sup> référendum  Organisé par le Parti québécois de Jacques Parizeau  Victoire du NON à 50,58 %  <span style="background-color: orange; border-radius: 50%; padding: 10px; display: inline-block;"> <b>Victoire du NON aux 2 référendums du Québec</b> </span>

## Les actions postréférendaires

Après la victoire du NON au 2<sup>e</sup> référendum, moins d'importance pour la question de la souveraineté au Québec

2000 : Adoption de la Loi sur la clarté référendaire par le gouvernement fédéral de Jean Chrétien

2006 : Reconnaissance du Québec comme une nation distincte par le gouvernement fédéral de Stephen Harper



# Mondialisation et libre-échange



Les pays font de plus en plus de commerce entre eux (mondialisation).

Pour diminuer les barrières au commerce, ils signent des accords de libre-échange.  
Création de nouveaux partenaires commerciaux

Pour augmenter leurs profits et rester compétitives, les entreprises délocalisent leurs activités.



1989 - Accord de libre-échange canado-américain (ALE)  
1994 - Accord de libre-échange nord-américain (ALENA)  
2020 - Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM)



But : avoir des entreprises francophones assez fortes pour investir à l'étranger et représenter le Québec à l'international

Augmentation de la dette publique

Remise en question de l'État-providence

Mise en place de politiques néolibérales telles que :

- la privatisation de certaines entreprises;
- la diminution de l'intervention de l'État dans la société et l'économie.

Altermondialisme  
s'oppose à la mondialisation

Dénonce les écarts de richesse de plus en plus grands.  
Prône une meilleure protection de l'environnement.

Montée de l'économie sociale en opposition aux politiques néolibérales

## Dévitalisation des régions

- Fermetures d'usines
- Migration vers les villes
- Vieillissement de la population
- Moins de personnes pour la relève agricole
- Moins de services de proximité
- Baisse du poids politique

Surtout vécue dans les communautés loin des grandes villes et dans les villes mono-industrielles

## Neutralité de l'État

Volonté de séparation entre l'Église et l'État en place depuis la Révolution tranquille : État = laïc

Laïc = ce qui n'est pas sous influence religieuse, ce qui est non religieux

Nouvelle réalité au Québec : immigration très diversifiée et questionnements autour des accommodements raisonnables

Consultation publique (Commission Bouchard-Taylor) : recommandation d'interdire le port de signes religieux pour les employés de l'État en position d'autorité

## Les droits des Autochtones

Début des années 1980 : Intensification des revendications auprès des gouvernements provinciaux et fédéral pour le respect de leurs droits

1982 : Loi constitutionnelle - reconnaissance des droits ancestraux et des droits issus de traités

1985 : Reconnaissance des nations autochtones et de leurs droits ancestraux

1985 : Projet de loi C-31 - donne le statut d'« indien » aux femmes membres des Premières Nations, à leurs époux non autochtones et à leurs enfants

1990 : La Crise d'Oka - conflit territorial entre les Mohawks de Kanesatake et les gouvernements provincial et fédéral; arrestation des Warriors et promesse de négociations territoriales

1999 : Création du Nunavut - première fois qu'un pays modifie ses frontières intérieures en réponse à des revendications d'un peuple autochtone



2002 : La paix des braves - entente entre les Cris et le gouvernement du Québec et reconnaissance des droits ancestraux

2008-2015 : La Commission de vérité et réconciliation du Canada - révélation des injustices dans les pensionnats autochtones

## Les conditions de vie des communautés autochtones

taux de chômage ↑ → l'accès à une alimentation saine et salaire ↓ à des conditions de vie hygiéniques est difficile

- santé et espérance de vie ↓ comparées à la population canadienne
- dépendance aux drogues et à l'alcool ↑

## Population au Québec

Dénatalité → Vieillissement de la population

entraine une augmentation des coûts pour les soins de santé

Mise en place de politiques familiales pour encourager les naissances (subventions, ouverture des CPE, congé parental, etc.)

Pour soutenir la croissance de la population

Soutien à l'immigration pour faire face au manque de main-d'œuvre ( principale cause de l'augmentation de la population, hausse de la diversité ethnoculturelle)



## La question linguistique et l'industrie culturelle



Intervention du Québec pour promouvoir la langue française et la culture québécoise



Financement de la culture



Lois pour la langue d'affichage

## Préoccupations environnementales



### Exploitation des ressources naturelles



**Constat :** des écosystèmes se détériorent à travers le monde

Les gouvernements mettent en place des mesures pour faire face aux changements climatiques et aux nouveaux enjeux environnementaux.

**1997 :** Signature du protocole de Kyoto

But : réduire les émissions de gaz à effet de serre à travers le monde

**2006 :** Adoption de la Loi sur le développement durable par le Québec

But : encadrer les actions gouvernementales pour qu'elles respectent les principes du développement durable

**2015 :** Accord de Paris sur le climat

But : garder le réchauffement climatique sous la barre des 2°C

## Ère de l'information



Essor des technologies numériques et de l'Internet

→ transformation des communications et des relations sociales

## Égalité hommes-femmes



**1996 :** La loi sur l'équité salariale - obligation des entreprises de verser un salaire égal



**2006 :** Loi sur la gouvernance des sociétés d'État - parité dans les conseils d'administration

### Conciliation travail-famille



- garderies subventionnées

**2006 :** Entrée en vigueur de la Loi sur l'assurance parentale - versement d'une partie du salaire et sécurité d'emploi des nouvelles mères

## Relations internationales



Rôle actif du Canada dans :

- des organisations internationales (comme l'ONU);
- des missions économiques (comme Affaires mondiales Canada);
- des interventions militaires (missions de maintien de la paix au sein des Casques bleus de l'ONU et missions en appui aux pays de l'OTAN).

### MiniRécup :

Les choix de société dans le Québec contemporain



h1334